

DECLARATION DE GENEVE

**Paix, droits de l'homme et élection au Cameroun**

Le Cameroun traverse actuellement une période déterminante de son histoire. A côté de la crise sécuritaire dans les régions septentrionales, est venue s'installer une crise d'identité qui s'est transformée en revendications violentes dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Les actions et réactions des protagonistes ont plongé ces régions dans une situation de désolation totale : près de 200 000 déplacés internes, environ 15000 réfugiés, des dizaines de villages détruits, près de 400 civils tués, des centaines d'agents de force de l'ordre et de défense tués, des dizaines de personnes disparues, des centaines de personnes arrêtées et détenues, des milliers d'enfants déscolarisés...

Il est urgent dans ce contexte d'agir :

- Admettant que l'ensemble de la communauté nationale et internationale s'accordent sur la nécessité d'un dialogue au Cameroun,
- Admettant que la proposition de dialogue du Clergé à travers le Cardinal Christian Tumi a reçu un accueil favorable de la communauté nationale et internationale, mais a malheureusement été repoussée après la tenue de l'élection présidentielle,
- Admettant que le contexte de crise ouverte a contraint au déplacement des populations vers des zones de refuge aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Cameroun,
- Admettant que cette situation d'insécurité se traduit aussi par l'abandon quasi généralisée des institutions publiques par les fonctionnaires, y compris les autorités administratives en charge de l'ordre et de la sécurité,
- Admettant l'acception généralisée par les populations des mots d'ordre de désobéissance civile lancés par les forces séparatistes,
- Admettant enfin, que l'élection présidentielle est convoquée pour le 07 octobre prochain.
- Considérant l'incapacité établie du gouvernement à garantir la sécurité des hommes et des biens pendant cette phase du processus électoral,
- Considérant l'incapacité d'ELECAM à mener des opérations crédibles de votes sur tout le territoire du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;
- Considérant qu'il ne peut y avoir de légitimité pour un Président dont l'élection n'a pas pu se tenir dans 02 régions du pays ;

- Préoccupé par la partition de fait qu'induirait une élection présidentielle sans les 02 régions anglophones,

- Inquiet que le Cameroun soit déjà à la frontière d'une guerre civile,

La société civile réunie à Genève le 21 septembre, journée internationale de la Paix, demande :

- Aux différentes forces et groupes armés, de cesser le feu à défaut de suspendre les hostilités
- Au Président de la République du Cameroun,
  - de donner la caution de l'Etat au Dialogue inclusif initié par le Clergé
  - de reporter l'élection présidentielle afin de donner les chances au dialogue attendu
  - de prendre des mesures d'apaisement préalables à la bonne tenue de ce dialogue, notamment à travers un acte d'amnistie pour les personnes interpellées dans le cadre de cette crise.
- Au Gouvernement
  - de lever toutes les mesures de restrictions des libertés fondamentales (à l'instar des couvre-feux qui s'étalent au-delà de la durée légale autorisée)
  - De mettre fin aux arrestations et détentions arbitraires
- A la Communauté internationale, en vertu de la responsabilité de protéger, de s'impliquer dans la résolution de la crise au Cameroun, à travers notamment la désignation d'un médiateur/facilitateur du dialogue
- Aux organisations de la société civile,
  - de continuer et d'accentuer la surveillance, la documentation et le rapportage des violations des droits de l'homme
  - de se mobiliser davantage sur la situation des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Fait à Genève le 21 septembre 2018

Pour les OSC impliquées,

**Cyrille Rolande Bechon**  
Facilitatrice  
Directrice Exécutive-NDH-Cameroun  
Tel. 237 675 44 74 18  
Email : [crbechon22@gmail.com](mailto:crbechon22@gmail.com)

**Chongsi Ayeah Joseph**  
Rapporteur  
Directeur - CHRAPA  
237 678 60 52 07  
[advocacy@yahoo.ca](mailto:advocacy@yahoo.ca)